

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

L'économie du XXIe siècle de François Perroux à la mondialisation
Volume 29, numéro 2, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703886ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703886ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1998). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 29 (2), 466–471. <https://doi.org/10.7202/703886ar>

II – Les relations internationales du Québec

(janvier à mars 1998)

A — Aperçu général

Une importante tempête de verglas qui frappa une partie du Québec et de l'Ontario en janvier, laissait sans électricité plus d'un demi-million de Québécois. Tous les efforts du gouvernement étaient tournés vers la résolution de cette crise et, en conséquence, le Premier ministre du Québec annulait complètement sa participation à la mission d'Équipe Canada en Amérique latine prévue au même moment. À quelques semaines du dépôt du budget du gouvernement provincial, ce désastre naturel entraîna des dépenses budgétaires imprévues et affecta plusieurs aspects de l'économie québécoise dont le secteur touristique. Ainsi, afin de rassurer les touristes canadiens et américains, le ministre délégué au Tourisme, M. David Cliche, effectuait, les 21, 22 et 23 janvier, une tournée à Toronto, New York, Philadelphie et Boston¹. La situation se résorbait graduellement et le réseau électrique touché était reconstruit grâce aux efforts conjugués des employés d'Hydro-Québec, des Forces armées canadiennes et de monteurs de ligne venus de l'extérieur.

Des deux derniers mois du trimestre, on retiendra par ailleurs les démêlés entre Québec et Ottawa concernant la tenue des Jeux de la Francophonie et les nouvelles initiatives du gouvernement québécois vers les États-Unis.

B — Les politiques économiques

Le 26 mars, le gouvernement québécois rendait publique sa position concernant l'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) qui fait l'objet de négociations depuis deux ans au sein de l'OCDE². Dans ce dossier, le gouvernement québécois demeure toujours favorable au libre-échange et au multilatéralisme et considère qu'un tel accord permettrait de clarifier les règles internationales à l'égard de l'investissement étranger. Toutefois, le Québec est d'avis que l'AMI devrait être négocié sous l'égide de l'OMC et qu'il est essentiel de maintenir une clause d'exception générale pour le secteur culturel. Enfin, le gouvernement québécois désire que le domaine public soit exclu de la définition d'investissement et que sa liberté d'action soit préservée dans les secteurs de la santé, des services sociaux et de l'éducation. Le gouvernement canadien prenait acte de cette position qu'il jugeait complémentaire à la sienne³.

C — Le Québec et la Francophonie

M. Sylvain Simard, le ministre des Relations internationales et responsable de la Francophonie, participait à Paris en février à la Conférence ministérielle

1. *Le Nouvelliste*, 28 janvier 1998, cité par l'*Argus*, 30 janvier 1998, p. A28.

2. MRI, *Communiqué*, 25 mars 1998; Cabinet du ministre d'État de l'Économie et des Finances, *Communiqué*, 26 mars 1998.

3. MAECI, *Communiqué n° 72*, 27 mars 1998.

de la Francophonie. À l'issue d'un entretien avec le nouveau secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, M. Simard se déclarait en accord avec les objectifs fixés par ce dernier, à savoir un accroissement de la visibilité de l'organisation et une extension du rayonnement de la Francophonie aux autres cultures. Durant cette conférence, M Simard a également proposé de faire de l'an 2000 « le moment d'un grand événement de promotion de la Francophonie » grâce à des activités internationales de haute visibilité⁴. Le ministre québécois a aussi profité de cette réunion pour proposer que soit reconduite l'expérience des rencontres régionales de la Francophonie. À cet égard, il suggérait que la ville de Montréal accueille la rencontre régionale des Amériques.

D'autre part, le dossier de l'organisation des Jeux de la Francophonie, qui se tiendront en 2001 dans la région d'Ottawa-Hull, soulevait de nouvelles tensions entre les gouvernements fédéral et québécois. Dans une lettre adressée aux ministres fédéraux responsables de ce dossier, le gouvernement québécois se plaignait en mars du retard et du manque de volonté à associer le Québec à l'organisation de ces Jeux⁵. Irrité par plusieurs décisions récentes d'Ottawa dans ce dossier, le ministre Simard indiquait publiquement à la mi-mars que le Québec pourrait ne pas participer à cette manifestation francophone sportive et culturelle⁶. En fin de trimestre, la désignation d'un nouveau ministre fédéral pour ce dossier, M Don Boudria, semblait alléger les tensions et celui-ci s'engageait à rencontrer, dès les premières semaines d'avril, les responsables québécois pour fixer les modalités de la participation et du statut du Québec à ces Jeux⁷.

D — Le Québec et les États-Unis

Le séjour du premier ministre Bouchard dans l'État du Maine marquait en mars le prélude de ce que le gouvernement appelait « le printemps américain » des relations internationales du Québec⁸. Ce vocable regroupe une série d'importantes activités – mission commerciale, rencontres et conférences – auxquelles le Premier ministre participera durant les prochains mois. Aux dires mêmes de M. Bouchard, le dossier États-Unis revêt à ses yeux « une importance jusqu'ici inégalée⁹ ».

En guise de départ pour cette initiative, le dirigeant québécois se rendait donc au Maine le 17 mars où, pour la première fois, un Premier ministre du Québec prononçait une allocution devant les membres des deux Chambres de

4. MRI, *Communiqué*, 11 février 1998; *La Presse*, 12 février 1998, cité par *l'Argus*, 12 février 1998, p. A15.

5. Gouvernement du Québec, *Communiqué*, 16 mars 1998; *Le Soleil*, 17 mars 1998, cité par *l'Argus*, 17 mars 1998, p. A9.

6. *Le Soleil*, 18 mars 1998, cité par *l'Argus*, 18 mars 1998, p. A19; *The Globe and Mail*, 20 mars 1998, p. A5; *Le Devoir*, 20 mars 1998, p. A6.

7. *Le Soleil*, 26 mars 1998, cité par *l'Argus*, 26 mars 1998, p. A28; *Le Soleil*, 21 mars 1998, p. A22; *Le Devoir*, 8 avril 1998, pp. A1-A8.

8. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 16 mars 1998; *Le Devoir*, 17 mars 1998, p. B5.

9. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 17 mars 1998.

l'Assemblée de cet État réunis en séance conjointe. Lors de cette allocution, M. Bouchard a présenté une image rassurante de l'économie du Québec et de l'option politique de son gouvernement en expliquant que des relations économiques fructueuses pouvaient s'établir en dépit de divergences politiques. Le Québec, a-t-il conclu, représente une société moderne, résolument tournée vers la mondialisation des marchés et un interface culturel, économique et linguistique unique entre l'Amérique et l'Europe¹⁰.

La visite de M. Bouchard n'était pas la seule activité du trimestre destinée à renforcer les échanges avec les États-Unis et à expliquer la spécificité de la situation politique québécoise. La ministre de la Culture et des Communications, Mme Louise Beaudoin, se rendait de son côté à New York et Philadelphie, les 23, 24 et 25 février, pour rencontrer d'importants diffuseurs culturels américains. L'image du Québec aux États-Unis était au cœur des préoccupations québécoises notamment après la diffusion, durant une importante émission d'information américaine, d'un reportage négatif portant sur la politique linguistique québécoise¹¹.

E — Le Québec et l'Europe

1 – Missions économiques ministérielles en Europe

Du 29 janvier au 8 février, le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, accompagnait une trentaine de gens d'affaires québécois à la rencontre annuelle du Forum économique mondial de Davos. Le voyage de M. Landry se poursuivait ensuite en Suède, en Norvège et en France dans le double but de prospecter de nouveaux investisseurs et de consolider les liens existants avec ceux déjà installés au Québec¹².

Un autre ministre québécois réalisait une mission économique en Europe. À la fin du mois de mars, la ministre déléguée aux Mines et aux Terres, Mme Denise Carrier-Perreault, appuyait les efforts des entreprises québécoises d'exploitation minière dans leur recherche de financement. Mme Carrier-Perreault visitait à cet effet Londres, Paris et Genève¹³.

2 – La mission du ministre Boisclair en France

Dans le cadre des efforts du gouvernement québécois en matière de recrutement en immigration à l'étranger, le ministre des Relations avec les citoyens et à l'Immigration, M André Boisclair, se rendait en mission en France

10. MRI, *Revue des actualités*, 14 au 30 mars 1998; *The Globe and Mail*, 18 mars 1998, p. A3; *Le Devoir*, 18 mars 1998, p. B2.

11. Ministre de la Culture et des Communications, *Communiqué*, 23 février 1998; *La Presse*, 1^{er} mars 1998, cité par *l'Argus*, 3 mars 1998, pp. B10-B11.

12. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 28 janvier 1998.

13. Cabinet de la ministre déléguée aux Mines et aux Terres, *Communiqué*, 26 mars 1998.

du 22 au 27 mars. Le Québec espère accueillir dans la catégorie des travailleurs indépendants quelque 4 000 immigrants, lui qui au cours des cinq dernières années, en a accueilli en moyenne 2 600. En plus de rencontrer des représentants des réseaux d'affaires européens, M. Boisclair s'entretenait avec des personnalités politiques dont le ministre français de l'Intérieur et la ministre de la Jeunesse et des Sports¹⁴.

F — Le Québec et l'Amérique latine

La quatrième édition de la mission commerciale d'Équipe Canada en Amérique latine, qui se déroulait du 11 au 23 janvier, s'arrêtait au Mexique, au Brésil, en Argentine et au Chili. En l'absence du Premier ministre du Québec retenu au pays, c'est le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Roger Bertrand, qui prenait la tête de la délégation du Québec à partir du 19 janvier, soit durant les escales de l'Argentine et du Chili. Plus d'une centaine d'entreprises ou institutions québécoises ont pris part à cette mission qui générait, à l'issue de quatre séances de maillage, une soixantaine de contrats évalués à 248 870 000 \$. Le ministre Bertrand a, pour sa part, rencontré une dizaine de personnalités politiques. Pour sa part, le gouvernement du Québec a paraphé une entente formelle de coopération économique et technologique avec la province de Cordoba, conclu une entente qui ouvrira le système de santé du Brésil aux entreprises québécoises, convenu d'intensifier avec le Chili la coopération en matière de foresterie et d'environnement et lancé à Buenos Aires une inforoute sur les maisons d'enseignement collégial et universitaire. Le secteur de l'éducation a d'ailleurs constitué une dimension importante de cette mission alors que les universités participantes ont signé une demi-douzaine d'ententes. M. Bertrand a dressé un bilan largement positif de la participation malgré les circonstances difficiles¹⁵.

G — Le Québec et l'Afrique du Nord

La ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité et ministre responsable de la Condition féminine, Mme Louise Harel, entreprenait le 5 février une mission de dix jours au Maroc et en Tunisie. Le volet marocain de son séjour lui fournissait l'occasion de signer une entente de coopération en matière de formation professionnelle et de promotion de l'emploi. Cette entente assortie d'un plan d'action de deux ans permettra, entre autres, de mettre en place au Maroc un site Internet dédié à la formation professionnelle et de mener une mission exploratoire au Québec sur les thèmes de l'entrepreneurship. Le volet tunisien de la mission était centré, quant à lui, sur l'amélioration des conditions de vie et la promotion des droits des femmes. Des rencontres étaient prévues avec plusieurs ministres du gouvernement tunisien afin notamment

14. Cabinet du ministre des Relations avec les Citoyens et à l'Immigration, *Communiqué*, 20 mars 1998; *Le Soleil*, 21 mars 1998, p. A24; *Le Devoir*, 23 mars 1998, p. A3.

15. *MRI, Revue des actualités*, janvier-9 février 1998; *Le Devoir*, 23 janvier 1998, p. A5; *Le Soleil*, 17 janvier 1998, p. A18.

de mettre en place un programme de coopération étalé sur cinq ans. Rappelons que le Québec et la Tunisie ont débuté leur collaboration en la matière en 1995 lors de la Conférence des Nations Unies sur les femmes¹⁶.

Une autre entente était signée avec le Maroc ce trimestre. Celle-ci a été paraphée le 26 mars pendant le passage dans ce pays de la ministre déléguée aux Mines et aux Terres, Mme Denise Carrier-Perreault. Il s'agit d'une entente de coopération de cinq ans en matière de mines et de cartographie géologique¹⁷.

H — Le Québec et l'Asie

Du 22 février au 2 mars, le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Roger Bertrand, effectuait une mission d'une semaine à Singapour. Dans le cadre du salon *Asian Aerospace 98* regroupant des industries de l'aéronautique et de l'aérospatiale, le ministre rencontrait plusieurs personnalités d'affaires et appuyait les efforts des entreprises québécoises spécialisées dans ce domaine pour pénétrer le marché asiatique¹⁸.

I — Chronologie thématique*

Les bureaux du Québec à l'étranger
janvier :

À l'occasion de l'étude en commission parlementaire des engagements financiers de son ministère, le ministre Sylvain Simard explique que le Québec, par souci d'économie, a renouvelé à long terme les baux de ses délégations à Londres et Washington. Il s'agit respectivement d'un bail de 15 ans et de 10 ans. Les comptes publics révèlent par ailleurs qu'en 1996-1997, sur un budget total de 85,7 millions \$, une somme de 40,3 millions \$ a été consacrée aux représentations du Québec à l'étranger. (*Le Devoir*, 8 janvier 1998, p. A2 ; *La Presse*, 4 février 1998, cité par *l'Argus*, 4 février 1998, p. A5)

La coopération franco-québécoise
mi-janvier :

La 56^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise se tient, les 15 et 16 janvier, à Paris. La prochaine Commission permanente qui aura lieu au Québec d'ici la fin de 1998 constituera la dernière réunion annuelle, les Commissions permanentes devenant par la suite bisannuelles. La XLIV^e session du Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse se déroule quant à elle le

16. Cabinet de la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, *Communiqué*, 5 février 1998 ; MRI, *Revue des actualités*, 10 au 24 février 1998.

17. Cabinet de la ministre déléguée aux Mines et aux Terres, *Communiqué*, 27 mars 1998.

18. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, *Communiqué*, 22 février 1998.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

23 janvier, également à Paris. (MRI, *Revue des actualités*, janvier – 9 février 1998 et 25 février-13 mars 1998)

Nouveau délégué général du Québec à New York

16 janvier :

M. David Levine, auparavant délégué aux Affaires multilatérales à la Délégation générale de New York, entreprend ses nouvelles fonctions au poste de délégué général. (MRI, *Revue des actualités*, novembre-décembre 1997)

Les xv^e Journées d'information du corps consulaire

4 et 5 mars :

Trente-sept consuls généraux et consuls participent à des séances de travail avec des membres du gouvernement. Les discussions portent sur la situation politique au Canada ainsi que sur les politiques linguistique et d'immigration au Québec. (Cabinet du Ministre des Relations internationales, *Communiqué*, 4 mars 1998)

La journée internationale de la Francophonie

20 mars :

Durant la semaine de la Francophonie, le ministre des Relations internationales souligne la journée marquante des activités en déposant à l'Assemblée nationale une motion décrivant l'importance de la Francophonie pour le Québec. Cette motion est adoptée à l'unanimité. (MRI, *Revue des actualités*, 14 au 30 mars 1998)